

Qu'il ne subsiste aucun doute : l'ALENA fait partie de l'engagement pris par le gouvernement en faveur de la qualité de vie au travail et du développement durable. Cet accord contribuera à la croissance économique, mais tiendra compte de la santé et du bien-être de la population, sans oublier la protection et le respect de l'environnement dont nous dépendons tous.

En quelques décennies seulement, la collectivité des nations s'est transformée en un ensemble économique aux éléments de plus en plus interdépendants.

L'aube du XXI^e siècle se lève sur un marché intégré qui comprend, tout à la fois, une production en série, destinée à une distribution mondiale, et une production spécialisée destinée à des créneaux très particuliers.

La façon dont les affaires se font aujourd'hui aurait été inconcevable il y a moins d'une génération. Les fibres optiques, les ordinateurs portatifs, la télécopie et la vidéo interactive, voilà autant d'aboutissements rapides de la recherche au profit de nouveaux produits et services! Mais cela n'étonne plus personne. C'est devenu chose courante.

Notre gouvernement a travaillé fort pour préparer le pays à affronter le marché mondial; grâce au cadre que nous avons mis en place, les Canadiens pourront vraiment en profiter.

Les Canadiens ne craignent pas l'avenir. Ce sont des leaders qui savent mettre l'avenir à leur service.

La création d'une zone nord-américaine de libre-échange est l'une de ces perspectives que nous ouvre l'avenir. Elle contribuera vraiment à accroître la compétitivité et la prospérité du Canada.

Elle nous procurera un marché plus vaste qui nous permettra de profiter tant des économies d'échelle que de la spécialisation. Ainsi, l'industrie et les travailleurs canadiens seront mieux équipés pour remporter toujours plus de succès sur d'autres marchés mondiaux.

Cela vaut non seulement pour le vaste marché latino-américain, dont le Mexique nous ouvre indiscutablement la porte, mais aussi pour les pays de l'Asie-Pacifique, de l'Europe et du Moyen-Orient.

Les compétences et les capacités acquises pour satisfaire aux exigences de la zone nord-américaine de libre-échange nous seront de toute évidence fort utiles dans d'autres marchés du monde.

Il y a huit ans et demi, notre gouvernement s'est donné pour mission d'envisager l'avenir et de se tourner vers le monde extérieur.